

Art. 10. L'article 8 est applicable aux calamités naturelles ayant eu lieu à partir du 1^{er} juillet 2021.

L'article 9 est applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 1^{er} août 2021.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Ciergnon, le 26 décembre 2022.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be)
Documents : K55-3018.
Compte rendu intégral : 21 et 22 décembre 2022.

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[C – 2022/43244]

20 DECEMBRE 2022. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 novembre 2000 portant création et composition des organes communs à chaque service public fédéral (ou service public de programmation), l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, l'arrêté royal du 29 octobre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation et l'arrêté royal du 2 octobre 2002 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté propose d'uniformiser la base réglementaire pour les fonctions à mandat au sein des services publics fédéraux (SPF et SPP).

Les modifications apportées s'inscrivent dans le cadre d'un processus en étapes qui entend répondre au besoin d'attirer des talents de qualité au sein de la fonction publique fédérale. Les mesures reprises dans le présent arrêté royal se concentrent sur le processus en amont de la désignation des titulaires de fonctions à mandat.

I. Fonction de management

(articles 1, 2, 3, 5, 9, 11, 12, 13, 16 et 21)

En premier lieu, l'arrêté royal regroupe, sous l'intitulé de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation, l'ensemble des fonctions à mandat reprises d'une part dans l'arrêté royal du 29 octobre 2001 et d'autre part dans l'arrêté royal du 2 octobre 2002 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation. Dorénavant, toutes ces fonctions à mandat sont considérées comme des fonctions de management des services publics fédéraux .

Les fonctions de management sont, dans l'ordre hiérarchique, les suivantes :

- 1^o le président du comité de direction ou le président ;
- 2^o la fonction de management -1;
- 3^o la fonction de management -2.

Les services publics fédéraux assurent, chacun pour ce qui le concerne, une mission de service public qui se traduit en objectifs dans les plans stratégiques et les plans opérationnels ; ces objectifs sont mis

Art. 10. Artikel 8 is van toepassing op de natuurrampen die vanaf 1 juli 2021 hebben plaatsgevonden.

Artikel 9 is van toepassing op de bezoldigingen die vanaf 1 augustus 2021 worden betaald of toegekend.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Ciergnon, 26 december 2022.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)
Stukken: K55-3018.
Integraal verslag: 21 en 22 december 2022

FEDERALE OVERHEIDS Dienst BELEID EN ONDERSTEUNING

[C – 2022/43244]

20 DECEMBER 2022. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 november 2000 houdende oprichting en samenstelling van de organen die gemeenschappelijk zijn aan iedere federale overhedsdienst (of programmatorische overhedsdienst), het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overhedsdiensten en de programmatorische federale overhedsdiensten en het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de stafffuncties in de federale overhedsdiensten en de programmatorische federale overhedsdiensten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen stelt maatregelen voor om de reglementaire basis voor de mandaatfuncties bij de federale overhedsdiensten (FOD's en POD's) te uniformiseren.

De aangebrachte wijzigingen passen in het kader van een gefaseerd proces dat moet voldoen aan de behoefte om toptalent bij de federale overheid aan te trekken. De maatregelen in dit koninklijk besluit zijn toegespitst op het proces dat voorafgaat aan de aanstelling van de houders van mandaatfuncties.

I. Managementfunctie

(artikelen 1, 2, 3, 5, 9, 11, 12, 13, 16 en 21)

In eerste instantie hergroepert het koninklijk besluit, onder de titel van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van managementfuncties in de federale overhedsdiensten en de programmatorische federale overhedsdiensten, alle mandaatfuncties die enerzijds in het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 en anderzijds in het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de stafffuncties in de federale overhedsdiensten en de programmatorische federale overhedsdiensten zijn opgenomen. Voortaan worden al die mandaatfuncties beschouwd als managementfuncties van de federale overhedsdiensten .

De managementfuncties zijn in hiërarchische volgorde:

- 1^o de voorzitter van het directiecomité of de voorzitter;
- 2^o de managementfunctie -1;
- 3^o de managementfunctie -2.

De federale overhedsdiensten voeren elk een opdracht van openbare dienstverlening uit die zich vertaalt in doelstellingen in de strategische en operationele plannen; die doelstellingen worden uitgevoerd onder

en œuvre sous la responsabilité des titulaires de fonctions de management (des services de gestion et des services fonctionnels) visées par l'arrêté royal du 7 novembre 2000 qui se sont vus confiés la réalisation de ces objectifs. (article 1^{er})

Les domaines d'activités tels que l'encadrement Personnel et Organisation, le Budget et le Contrôle de Gestion ou encore la Technologie de l'Information et de la Communication doivent être exercés dans le cadre d'un mandat pour une fonction de management -1 distinct d'un mandat pour une autre fonction de management au sein des services de gestion d'un service public fédéral.

Dans un souci d'efficience et d'efficacité, il est recommandé lorsque la situation du service public fédéral le permet de fusionner les fonctions de management-1 dans les services fonctionnels en une seule fonction de management-1.

D'autres fonctions de management supplémentaires peuvent être prévues par le Roi dans l'organigramme, sur proposition du ministre concerné et moyennant l'accord des ministres de la Fonction publique et du Budget ; cet accord intervient dans le cadre du contrôle administratif et budgétaire effectué sur le projet réglementaire.

Cette évolution dans la manière de concevoir les fonctions à mandat repose sur le constat que l'exercice desdites fonctions dans les services fonctionnels (fonctions d'encadrement) est comparable à celui des fonctions de management dans les services de gestion et qu'il requiert des aptitudes et compétences génériques similaires pour que le service public fédéral assure parfaitement sa mission de service public.

Plus précisément, pour servir au mieux l'intérêt public, le titulaire d'une fonction de management occupe une position particulière en tant que garant de l'application et du respect des principes déontologiques qui se retrouvent notamment dans la loi du 6 janvier 2014 reprenant le Code de déontologie des mandataires publics. Veiller au respect de ces principes d'éthique professionnelle fait partie intégrante de la vie professionnelle de tout individu à tout moment de son parcours de carrière.

II. La sélection

La sélection des candidats se déroule suivant les règles générales en vigueur lors du recrutement et de la sélection d'agents statutaires, sauf dérogation ou mesure spécifique prévue par le projet d'arrêté royal. Cela signifie que la sélection est réalisée sous la responsabilité de la Direction générale Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui assistée le cas échéant par des experts externes.

1. Les conditions d'admissibilité

(articles 4 et 5)

Les candidats doivent satisfaire aux dispositions relatives à la sélection et au recrutement reprises dans l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, comme, par exemple, l'exigence de jouir de ses droits civils et politiques.

La clé d'un management efficace et efficient suppose, sans négliger l'aspect relatif aux compétences spécifiques liées à la fonction de management à pourvoir, que le candidat à la fonction de management possède des compétences génériques et d'aptitudes pour exercer ce type de fonction.

Disposer de telles compétences et aptitudes constitue un atout important pour le candidat ; cet atout lui sera précieux pour veiller, s'il devient mandataire, à une bonne adéquation entre le développement des membres du personnel et les besoins du service public fédéral concerné.

Pour mieux rencontrer ces exigences, les conditions d'admissibilité à la fonction de management ont été adaptées.

Ainsi, outre le fait que les candidats doivent être titulaires d'une fonction de niveau A ou pouvoir participer à une sélection comparative pour une fonction de niveau A pour être déclarés admissibles à une procédure de sélection, il faut que les candidats disposent respectivement pour l'emploi :

- de président de comité de direction ou de président, d'une expérience en management d'au moins huit ans ou d'une expérience professionnelle d'au moins huit ans dont au moins trois ans d'expérience de management et au moins trois ans d'expérience spécifique ;

- dans les autres fonctions de management (-1 et -2), d'une expérience en management d'au moins six ans ou d'une expérience de professionnelle d'au moins six ans dont au moins deux ans d'expérience de management et au moins deux ans d'expérience spécifique.

Pour comptabiliser le nombre d'années d'expérience professionnelle requise, une année prise en compte au titre d'expérience de management ne peut être comptabilisée au titre d'une année d'expérience spécifique dès lors qu'elle vise l'exercice de la même fonction sur la même période.

de verantwoordelijkheid van de houders van managementfuncties (in de beheerdiensten en in de functionele diensten) bedoeld in het koninklijk besluit van 7 november 2000, aan wie de realisatie van die doelstellingen is toevertrouwd.(artikel 1)

De activiteitsdomeinen, zoals omkadering van "Personnel en Organisatie", "Begroting en Beheerscontrole" of "Informatie- en Communicatietechnologie", moeten uitgeoefend worden in het kader van een mandaat voor een managementfunctie -1 die onderscheiden is van een mandaat voor een andere managementfunctie binnen de beheerdiensten van een federale overhedsdienst.

Met het oog op efficiëntie en doeltreffendheid wordt aanbevolen om, wanneer de situatie van de federale overhedsdienst dat toelaat, de managementfuncties -1 in de functionele diensten tot een enkele managementfunctie -1 samen te voegen.

Er kan door de Koning in overige aanvullende managementfuncties voorzien worden in het organogram, op voorstel van de betrokken minister en op voorwaarde dat de ministers van Ambtenarenzaken en van Begroting ermee akkoord gaan. Dit akkoord vindt plaats in het kader van de administratieve en begrotingscontrole uitgevoerd met betrekking tot het ontwerp van regelgeving.

Die evolutie in de wijze waarop de mandaatfuncties worden geconciepied, berust op de vaststelling dat de uitoefening van die functies in de functionele diensten (stafffuncties) vergelijkbaar is met die van de managementfuncties in de beheerdiensten, en dat daarvoor gelijkaardige vaardigheden en competenties zijn vereist opdat de federale overhedsdienst zijn opdracht van openbare dienstverlening perfect kan waarmaken.

Om het algemeen belang zo goed mogelijk te dienen, bekleedt de houder van een managementfunctie een bijzondere positie en staat borg voor de toepassing en de naleving van de deontologische beginselen die met name zijn terug te vinden in de wet van 6 januari 2014 houdende de Deontologische code voor de openbare mandatarissen. Het toezien op de naleving van deze beginselen van professionele ethiek maakt integraal deel uit van het beroepsleven van iedere persoon op elk moment in zijn of haar loopbaanpad.

II. De selectie

De selectie van de kandidaten gebeurt op basis van de algemene regels die gelden voor de rekrutering en selectie van statutaire ambtenaren, behoudens afwijking of specifieke maatregel waarin het ontwerp van koninklijk besluit voorziet. Dat betekent dat de selectie plaatsvindt onder de verantwoordelijkheid van het Directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overhedsdienst Beleid en Ondersteuning, in voorkomend geval bijgestaan door externe experts.

1. De toelaatbaarheidsvereisten

(artikelen 4en 5)

De kandidaten moeten voldoen aan de bepalingen inzake selectie en rekrutering die zijn opgenomen in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, bijvoorbeeld aan de vereiste dat men zijn burgerlijke en politieke rechten moet genieten.

De sleutel tot efficiënt en doeltreffend management is dat de kandidaat voor een managementfunctie niet alleen generieke competenties en vaardigheden heeft om dit soort functie uit te oefenen, maar ook de specifieke competenties die aan de vacante managementfunctie zijn verbonden.

In het bezit zijn van dergelijke competenties en vaardigheden is een belangrijke troef voor de kandidaat en zal, als hij mandaathouder wordt, van onschabare waarde zijn om ervoor te zorgen dat de ontwikkeling van de personeelsleden adequaat is afgestemd op de behoeften van de betrokken federale overhedsdienst.

Om beter tegemoet te komen aan die vereisten werden de toelaatbaarheidsvereisten voor de managementfunctie aangepast.

Om toelaatbaar te worden verklaard voor een selectieprocedure moeten de kandidaten zowel houder zijn van een functie van niveau A, of kunnen deelnemen aan een vergelijkende selectie voor een functie van niveau A, alsook over het volgende beschikken, met name :

- voor de functie van voorzitter van het directiecomité of voorzitter, een managementervaring van minstens acht jaar of een beroepservaring van minstens acht jaar, waarvan minstens drie jaar managementervaring en minstens drie jaar specifieke ervaring;

- voor de andere managementfuncties (-1 en -2), een managementervaring van minstens zes jaar of een beroepservaring van minstens zes jaar, waarvan minstens twee jaar managementervaring en minstens twee jaar specifieke ervaring.

Voor de telling van het aantal vereiste jaren beroepservaring kan een jaar dat al als managementervaring wordt aangerekend niet worden meegeteld als een jaar specifieke ervaring, als het de uitoefening van dezelfde functie in dezelfde periode betreft.

L'expérience de management s'entend comme une expérience en gestion au sein d'un service public ou d'une organisation du secteur privé. Le terme « gestion » vise au moins la gestion des ressources, l'organisation du service et les relations externes et suppose la gestion d'une équipe de minimum cinq membres du personnel. Les années prestées dans les classes A3, A4 et A5 sont assimilées aux années d'expérience en management.

L'expérience spécifique vise une expérience dans les domaines techniques d'activités qui sont en lien avec la fonction de management à pourvoir.

2. La procédure de sélection

(articles 6, 7, 8, 9 et 10)

L'épreuve orale au départ d'un cas pratique ayant trait à la fonction de management à pourvoir constitue l'épreuve centrale de la procédure de sélection ; elle se déroule devant la commission de sélection.

Les principales nouveautés introduites par l'arrêté royal sont les suivantes.

a. Tests préalables

Préalablement à l'épreuve orale, les candidats déclarés admissibles pour une fonction de management sont soumis à un ensemble de tests informatisés qui mesurent des compétences génériques et des traits de personnalité relatifs au management, au leadership, etc..

Les tests informatisés tiennent compte des trois niveaux dans lesquels les fonctions de management sont regroupées sur base de la classe salariale de pondération attribuée.

Les tests informatisés ne sont pas éliminatoires.

Si le nombre de candidats déclarés admissibles à une sélection pour une fonction de management est supérieur à vingt candidats et que cette situation est de nature à nuire à l'organisation dans un délai raisonnable de la sélection, le directeur général de la direction générale Recrutement et Développement du service public fédéral Stratégie et Appui peut, par décision motivée et après avoir demandé l'avis de l'autorité compétente, opter pour l'organisation d'une épreuve préalable aux tests informatisés susmentionnés : cette épreuve préalable est éliminatoire .

La décision d'organiser l'épreuve éliminatoire est jointe au dossier de la procédure de sélection comparative.

L'épreuve préalable vise à mesurer le potentiel des candidats, par le biais notamment de l'évaluation de leurs aptitudes au travers de tests qui mesurent les capacités de raisonnement des candidats. Ces tests de raisonnement ont par exemple pour objectif de cerner au mieux le potentiel de fonctionnement des candidats pour la fonction de management pour laquelle une procédure de sélection est entamée.

Dans ce cadre, seuls les candidats ayant réussi l'épreuve éliminatoire peuvent passer les tests informatisés susmentionnés.

b. Epreuve orale

L'épreuve orale devant la commission de sélection a pour but d'évaluer tant les compétences spécifiques que les aptitudes managériales requises pour l'exercice de la fonction de management à pourvoir.

La commission de sélection entend les candidats qui ont passé les tests informatisés susmentionnés.

Préalablement à l'audition des candidats, la commission de sélection

- entend le représentant du service public fédéral ou du service public fédéral de programmation qui a été désigné par l'autorité ad hoc sur les spécificités de la fonction à pourvoir au regard du service public fédéral concerné (ou du service public fédéral de programmation). Ce dernier ne peut être impliqué personnellement dans la procédure de sélection concernée ;

- est tenue informée par le directeur général de la Direction générale Recrutement et Développement ou son délégué des résultats des tests informatisés pour chacun des candidats. Les résultats susmentionnés sont pris en compte par la commission de sélection dans son appréciation des compétences de chaque candidat déclaré admissible.

Au terme de l'épreuve orale, la commission de sélection attribue à chaque candidat une appréciation, en l'occurrence " très apte ", " apte ", " moins apte " et " pas apte ", respectivement groupe A, B, C et D, et classe les candidats du groupe A et B. Cette inscription est motivée en application de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs

Le directeur général de la direction générale Recrutement et Développement du service public fédéral Stratégie et Appui communique le résultat de l'évaluation de la commission de sélection à l'autorité compétence chargée de tenir l'entretien complémentaire.

Onder managementervaring wordt verstaan ervaring inzake beheer in een overheidsdienst of in een organisatie in de privësector. De term "beheer" omvat minstens het beheer van de middelen, de organisatie van de dienst en de externe relaties en gaat ervan uit dat er aan een team van minstens vijf personeelsleden leiding wordt gegeven..De jaren gepresteerd in de klassen A3, A4 en A5 worden gelijkgesteld met de jaren managementervaring.

De specifieke ervaring heeft betrekking op een ervaring in de technische activiteitsdomeinen die verband houden met de vacante managementfunctie.

2. De selectieprocedure

(artikelen 6, 7, 8, 9 en 10)

De mondelinge proef op basis van een praktijkgeval dat verband houdt met de vacante managementfunctie vormt de centrale proef van de selectieprocedure. Ze wordt afgenoem door de selectiecommissie.

Dit zijn de belangrijkste vernieuwingen die het koninklijk besluit invoert:

a. Voorafgaande testen

Voorafgaand aan de mondelinge proef worden de kandidaten die toelaatbaar zijn verklaard voor een managementfunctie onderworpen aan een reeks computergestuurde tests waarmee generieke competenties en persoonlijkheidskenmerken met betrekking tot management, leadership, enz. worden gemeten.

De computergestuurde tests houden rekening met de drie niveaus waarin de managementfuncties op basis van de toegekende wegingsklasse zijn gegroepeerd.

De computergestuurde tests zijn geen eliminerende tests.

Indien er meer dan twintig kandidaten toelaatbaar werden verklaard tot een selectie voor een managementfunctie, en het daardoor moeilijk wordt om de selectie binnen een redelijke termijn te organiseren, kan de directeur-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning, met een gemotiveerde beslissing en na advies van de bevoegde instantie, voorafgaand aan de voornoemde computergestuurde tests een proef organiseren: deze voorafgaande proef is eliminerend.

De beslissing om de eliminerende proef te organiseren wordt aan het dossier van de vergelijkende selectieprocedure toegevoegd.

Het doel van de voorafgaande proef is het potentieel van de kandidaten te meten, met name door de evaluatie van hun vaardigheden aan de hand van tests die het redeneervermogen van de kandidaten meten. Deze redeneringstests zijn bijvoorbeeld bedoeld om zo goed mogelijk vast te stellen wat het potentieel functioneren is van de kandidaten in de managementfunctie waarvoor een selectieprocedure wordt gestart.

In dat kader kunnen enkel kandidaten die voor de eliminerende proef zijn geslaagd de voormelde computergestuurde tests afleggen.

b. Mondelinge proef

Met de mondelinge proef voor de selectiecommissie worden zowel de specifieke competenties als de managementvaardigheden die voor de uitoefening van de vacante managementfunctie zijn vereist, beoordeeld.

De selectiecommissie hoort de kandidaten die de bovengenoemde computergestuurde tests hebben afgelegd.

Voorafgaand aan het horen van de kandidaten

- hoort de selectiecommissie de vertegenwoordiger van de federale overheidsdienst of van de programmatrice federale overheidsdienst die door de overheid ad hoc is aangesteld over de specifieke kenmerken van de vacante functie ten aanzien van de betrokken federale overheidsdienst (of programmatrice federale overheidsdienst). Die laatste mag niet persoonlijk betrokken zijn bij de betreffende selectieprocedure.

- wordt de selectiecommissie door de directeur-generaal van het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling of zijn afgedaagde op de hoogte gehouden van de resultaten voor de computergestuurde tests van elke kandidaat. Bovengenoemde resultaten worden door de selectiecommissie in aanmerking genomen bij de beoordeling van de competenties van elke kandidaat die toelaatbaar werd verklaard.

Na de mondelinge proef geeft de selectiecommissie elke kandidaat een beoordeling, in dit geval "zeer geschikt", "geschikt", "minder geschikt" en "niet geschikt", respectievelijk groep A, B, C en D, en rangschikt ze de kandidaten van groep A en B. Die indeling wordt gemotiveerd in uitvoering van wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

De directeur-generaal van het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning deelt het resultaat van de beoordeling van de selectiecommissie mee aan de bevoegde overheid die het aanvullende gesprek moet voeren

c. Assessment center

Dans un souci d'optimisation du fonctionnement du service public, le projet d'arrêté royal prévoit, lorsque le nombre de candidats classés dans le groupe A, et, le cas échéant, dans les groupes A et B confondus, (lorsque le groupe A comporte moins de cinq candidats et que, par addition, du nombre de candidats du groupe B et du groupe A le plancher de cinq est atteint) est supérieur à cinq, l'organisation d'un assessment center pour les candidats de ces groupes.

Pour les fonctions de management qui correspondent au niveau comprenant les classes 7 et 6 de pondération, l'assessment center est obligatoire.

Pour les autres fonctions de management, l'assessment center est organisé suite à une demande du ministre ou du secrétaire d'Etat concerné.

L'assessment center est effectué sous la responsabilité du service public fédéral recruteur ; il en assume la charge financière.

L'assessment center externe est indépendant du classement des candidats dans les groupes susmentionnés . Il n'est pas éliminatoire.

Le résultat de l'assessment center est communiqué, préalablement à l'entretien complémentaire, en vue de la désignation du titulaire de la fonction de management par l'autorité compétente. Une copie est adressée à la direction générale Recrutement et Développement du service public fédéral Stratégie et Appui.

d. Recrutement et désignation

Le ministre (ou, le cas échéant, le secrétaire d'Etat) ou le président du comité de direction (ou le président) a un entretien avec tous les candidats du groupe A afin de les comparer quant à leurs compétences spécifiques, leurs aptitudes relationnelles et leurs capacités à diriger par rapport à la description de fonction et au profil de compétences. Lorsque le groupe A est éprouvé, ou qu'il n'y aucun candidat classé en A, la même procédure s'applique aux candidats du groupe B.

Les candidats sont désignés dans un délai maximum de trois ans à partir de la date du résultat de la procédure sélection communiquée par la direction générale Recrutement et développement du service public fédéral Stratégie et Appui.

En l'absence de désignation d'un candidat en fin de procédure de sélection, une nouvelle procédure de sélection est initiée.

Toute décision de l'autorité compétente est dûment motivée.

e. Autres modalités

- La commission de sélection pour l'épreuve orale, prévue par le projet d'arrêté royal, reprend les mêmes types d'intervenants que précédemment.

A partir du 1^{er} janvier 2023, la commission de sélection doit rencontrer l'exigence d'une répartition égale entre sexes de ses membres. Le président de la commission de sélection est assexué.

- Le directeur général de la Direction générale Recrutement et Développement du service public fédéral Stratégie et Appui est responsable de la définition de la méthodologie des tests informatisés (internes et externes) et de l'épreuve orale et il en contrôle l'application.

- La Direction générale Recrutement et Développement apporte son soutien à l'élaboration du contrat cadre pour l'organisation de l'assessment center.

III. Autres dispositions

- Dans un souci de bonne gestion ; la cessation d'existence du service public fédéral ou du service public de programmation met un terme d'office à l'exercice du mandat. Cela vaut aussi lorsque le service dans lequel le titulaire de la fonction de management est désigné, cesse d'exister . L'ancien titulaire d'une fonction de management dont le mandat a ainsi pris fin de plein droit bénéficie de l'indemnité de réintégration dès lors qu'il a obtenu une mention d'évaluation « répond aux attentes » lors des deux dernières évaluations. » (articles 13 et 14).

- Les fonctions de management sont exercées dans le cadre d'un mandat d'une durée de six ans ; le mandat n'est renouvelable qu'une seule fois. La limitation à un seul renouvellement dans la même fonction de management n'est pas incompatible avec la possibilité pour un candidat d'être désigné à nouveau par l'autorité compétente dans le même mandat à l'issue d'une procédure de sélection « classique » (articles 10 et 15).

Le projet d'arrêté prévoit différentes mesures transitoires afin de déterminer à sa date d'entrée en vigueur les dispositions applicables aux mandats en cours (articles 17 à 20).

c. Assessment center

Met het oog op een optimalisatie van de werking van de overheidsdienst bepaalt het ontwerp van koninklijk besluit dat, als er meer dan vijf geslaagde kandidaten in groep A, en, in voorkomend geval, in de groepen A en B gezamen (wanneer groep A minder dan vijf kandidaten telt en het minimumaantal kandidaten (vijf) is bereikt door het aantal kandidaten van groep B en van groep A op te tellen) zijn gerangschikt, er een assessment center wordt georganiseerd voor de kandidaten van deze groepen.

Voor de managementfuncties die overeenstemmen met het niveau dat de wegingklassen 7 en 6 omvat, is het assessment center verplicht.

Voor de andere managementfuncties wordt het assessment center georganiseerd na een verzoek van de betrokken minister of staatssecretaris.

Het assessment center wordt uitgevoerd onder de verantwoordelijkheid van de aanwervende federale overheidsdienst; hij neemt de financiële last ervan op zich.

Het externe assessment center staat los van de rangschikking van de kandidaten in de voornoemde groepen. Het is niet eliminerend.

Het resultaat van het assessment center wordt voorafgaand aan het aanvullende gesprek meegedeeld met het oog op de aanstelling van de houder van de managementfunctie door de bevoegde overheid. Er wordt een kopie toegezonden aan het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning.

d. Werving en aanstelling

De minister (of, in voorkomend geval, de staatssecretaris) of de voorzitter van het directiecomité (of de voorzitter) heeft een gesprek met alle kandidaten van groep A met de bedoeling hen te vergelijken wat betreft hun specifieke competenties en hun relationele en managementvaardigheden zoals bepaald in de functiebeschrijving en in het competentieprofiel. Wanneer groep A is uitgeput, of wanneer er geen kandidaat in A is gerangschikt, wordt dezelfde procedure toegepast op de kandidaten van groep B.

De kandidaten worden aangesteld binnen een termijn van ten hoogste drie jaar, te rekenen vanaf de datum van het resultaat van de procedure dat door het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning wordt meegedeeld.

Indien er geen kandidaat is aangesteld aan het einde van de selectieprocedure wordt er een nieuwe selectieprocedure opgestart.

Elke beslissing van de bevoegde overheid wordt naar behoren gemotiveerd.

e. Andere modaliteiten

- De selectiecommissie voor de mondelinge proef, bepaald in het ontwerp van koninklijk besluit, bevat dezelfde soort actoren als voorheen.

Vanaf 1 januari 2023 moet de selectiecommissie wel voldoen aan de vereiste van gelijke genderverdeling van haar leden. De voorzitter van de selectiecommissie is onzijdig.

- De directeur-generaal van het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning is verantwoordelijk voor het definiëren van de methodologie van de (interne en externe) computergestuurde tests en van de mondelinge proef, en hij controleert de toepassing ervan.

- Het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling ondersteunt de ontwikkeling van het kadercontract voor de organisatie van het assessment center

III. Andere maatregelen

- Met het oog op goed beheer eindigt de uitoefening van het mandaat ambtshalve wanneer de federale overheidsdienst of de programmatuurkundige federale overheidsdienst ophoudt te bestaan. Het is ook voorzien wanneer de dienst waarvoor de houder van een managementfunctie is aangesteld ophoudt te bestaan. De vroegere houder van een managementfunctie van wie het mandaat aldus van rechtswege is geëindigd, krijgt de herintegratievergoeding mits hij bij de laatste twee evaluaties een evaluatievermelding "voldoet aan de verwachtingen" heeft gekregen. (artikelen 13 en 14).

- De managementfuncties worden in het kader van een zesjarig mandaat uitgeoefend; dat mandaat kan slechts een keer worden hernieuwd. De beperking tot een enkele hernieuwing in dezelfde managementfunctie is niet onverenigbaar met de mogelijkheid voor een kandidaat om opnieuw door de bevoegde overheid in hetzelfde mandaat aangesteld te worden na afloop van een "klassieke" selectieprocedure (artikelen 10 en 15).

Het ontwerp van besluit voorziet in verschillende overgangsmaatregelen om de bepalingen vast te leggen die bij de datum van inwerkingtreding toepasselijk zijn op de lopende mandaten (Artikelen 17 t.e.m. 20).

L'application des dispositions du présent arrêté relève de la pleine responsabilité des fonctionnaires dirigeants.

Il a été tenu compte des observations formulées par le Conseil d'Etat. Les articles concernés, le préambule ainsi que le rapport au Roi ont été adaptés.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

La Ministre de la Fonction publique,
P. DE SUTTER

Conseil d'État
section de législation

Avis 72.214/4 du 17 octobre 2022 sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 29 octobre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation et l'arrêté royal du 2 octobre 2002 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation'

Le 19 septembre 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques, des Télécommunications et de la Poste à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 29 octobre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation et l'arrêté royal du 2 octobre 2002 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 17 octobre 2022. La chambre était composée de Martine Baguet, président de chambre, Luc Cambier et Bernard Bléro, conseillers d'État, Sébastien Van Drooghenbroeck et Marianne Dony, assesseurs, et Anne Catherine Van Geersdaele, greffier.

Le rapport a été présenté par Véronique Schmitz, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine Baguet.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 17 octobre 2022.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Le rapport au Roi ne comporte pas de commentaire des articles et gagnerait à être dûment complété sur ce point afin de permettre aux destinataires des règles qu'énonce le projet à l'examen, d'appréhender correctement leur portée. Y seront ainsi explicités plus avant, par exemple, le contenu du test éliminatoire prévu par l'article 7, § 3, alinéa 2, en projet, de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 'relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation' (article 6 du projet), ainsi que le régime applicable à celui dont le mandat prend fin de plein droit en application de l'article 20, § 1^{er}, 6^o, en projet du même arrêté (article 13 du projet), ce dans le respect du principe d'égalité, sachant que l'article 21 de cet arrêté royal du 29 octobre 2001 ne s'applique pas à cette situation.

De toepassing van de bepalingen van dit besluit vallen volledig onder de verantwoordelijkheid van de leidend ambtenaren.

Er werd rekening gehouden met de opmerkingen van de Raad van State. De betrokken artikelen, de aanhef alsook het verslag aan de Koning werden aangepast.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majestie,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Ambtenarenzaken,
P. DE SUTTER

Raad van State
afdeling Wetgeving

Advies 72.214/4 van 17 oktober 2022 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten en het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de stafffuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten'

Op 19 september 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice eersteminister en Minister van Ambtenarenzaken, Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten en het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de stafffuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 17 oktober 2022. De kamer was samengesteld uit Martine Baguet, kamervoorzitter, Luc Cambier en Bernard Bléro, staatsraden, Sébastien Van Drooghenbroeck en Marianne Dony, assessoren, en Anne Catherine Van Geersdaele, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique Schmitz, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine Baguet.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 17 oktober 2022.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

Het verslag aan de Koning bevat geen artikelsgewijze besprekking. Het zou op dat punt naar behoren moeten worden aangevuld zodat de adressaten van de regels die het voorliggende ontwerp bevat, de strekking ervan correct kunnen begrijpen. In die besprekking moet bijvoorbeeld nader worden geëxpliqueerd wat de inhoud is van de eliminerende test waarin het ontworpen artikel 7, § 3, tweede lid, van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 'betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten' voorziet (artikel 6 van het ontwerp), alsook welke regeling van toepassing is op de persoon wiens mandaat van rechtswege eindigt met toepassing van het ontworpen artikel 20, § 1, 6^o, van hetzelfde besluit (artikel 13 van het ontwerp), en dit met inachtneming van het gelijkheidsbeginsel, wetende dat artikel 21 van dat koninklijk besluit van 29 oktober 2001 op die situatie niet van toepassing is.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRESINTITULÉ

Comme en a convenu le délégué de la Ministre, l'intitulé de l'arrêté royal en projet ne correspond que partiellement à sa portée.

En effet, si le texte en projet tend à modifier trois arrêtés royaux, dont l'arrêté royal du 29 octobre 2001 (articles 2 à 15 du projet), et à en abroger un autre, en l'occurrence l'arrêté royal du 2 octobre 2002 'relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation' (article 21 du projet), il apporte toutefois également des modifications à l'arrêté royal du 7 novembre 2000 'portant création et composition des organes communs à chaque service public fédéral' (article 1^{er} du projet) et à l'arrêté royal du 8 mars 2001 'fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966' (article 16 du projet).

L'intitulé et le préambule seront revus en conséquence.

PRÉAMBULE

1. Après l'alinéa 1^{er}, il y a lieu d'ajouter deux alinéas afin d'y viser respectivement l'arrêté royal du 7 novembre 2000 et l'arrêté royal du 8 mars 2001 (1).

2. À l'alinéa 5, il y a lieu d'écrire « Vu l'accord de la Secrétaire d'État au Budget (... la suite comme au projet) ».

DISPOSITIFArticle 6

La précision selon laquelle l'inscription des candidats dans un des groupes A « très apte », B « apte », C « moins apte », et D « pas apte » doit être motivée, est inutile au regard de la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs'.

L'article 7, § 2, alinéa 4, seconde phrase, en projet, de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 sera omis.

La même observation vaut pour l'article 8, §§ 1^{er}, alinéa 2, et 2, alinéa 1^{er}, en projet.

Article 7

1. La section de législation s'interroge sur la portée des mots « Sauf exception motivée » dans l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, en projet, de l'arrêté royal du 29 octobre 2001, d'autant qu'une telle exception risque de faire perdre tout son sens à la disposition en projet qui tend à imposer le respect d'un ratio de répartition égale entre sexes pour les membres de la commission de sélection (à l'exception du président) à partir du 1^{er} janvier 2023.

Le rapport au Roi indique :

« Lorsqu'il s'avère qu'en raison de la spécificité de la fonction de management à pourvoir (et/ou du domaine d'activités concerné), il n'est pas possible de réunir une commission qui respecte la répartition égale entre sexes, le directeur général de la Direction générale Recrutement et Développement du service public fédéral Stratégie et Appui peut prendre une décision motivée d'y déroger et ainsi d'organiser une commission de sélection sur base d'une répartition un tiers/deux tiers (cf. situation jusqu'au 31 décembre 2022).

La décision de dérogation susmentionnée est jointe à la proposition de composition du jury qui est adressée au ministre de la Fonction publique et fait partie intégrante du dossier relatif à la procédure de sélection ».

La précision selon laquelle en cas d'exception, la commission de sélection respectera le ratio un tiers/deux tiers figurera dans le dispositif.

L'article 7, premier tiret, sera complété en conséquence.

2. Comme en a convenu le délégué de la Ministre, la portée de l'article 8, § 2bis, en projet, de l'arrêté royal du 29 octobre 2001, se rapporte davantage au processus de sélection qui est envisagé par l'article 6 du projet (voir l'article 7, § 2, alinéa 1^{er}, en projet, du même arrêté royal) qu'à la composition de la commission de sélection.

L'article 7, troisième tiret, trouverait mieux sa place dans l'article 6.

BIJZONDERE OPMERKINGENOPSCHRIFT

Zoals de gemachtigde van de minister heeft beaamd, stemt het opschrift van het ontworpen koninklijk besluit slechts ten dele overeen met de strekking ervan.

De ontworpen tekst strekt immers weliswaar tot wijziging van drie koninklijke besluiten, waaronder het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 (artikelen 2 tot 15 van het ontwerp), en tot opheffing van een ander, in casu het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 'betreffende de aanduiding en de uitoefening van de staffuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatuurse federale overheidsdiensten' (artikel 21 van het ontwerp), maar hij brengt daarnaast ook wijzigingen aan in het koninklijk besluit van 7 november 2000 'houdende oprichting en samenstelling van de organen die gemeenschappelijk zijn aan elke federale overheidsdienst' (artikel 1 van het ontwerp) en in het koninklijk besluit van 8 maart 2001 'tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken samengevat op 18 juli 1966' (artikel 16 van het ontwerp).

Het opschrift en de aanhef moeten dienovereenkomstig worden herzien.

AANHEF

1. Na het eerste lid moeten twee leden worden toegevoegd waarin wordt verwezen naar respectievelijk het koninklijk besluit van 7 november 2000 en het koninklijk besluit van 8 maart 2001.(1)

2. In het vijfde lid dient men te schrijven "Gelet op de akkoordbevinding van de staatssecretaris voor Begroting (voorts zoals in het ontwerp)".

DISPOSITIEFArtikel 6

Het is onnodig te bepalen dat de indeling van de kandidaten in groepen - A "zeer geschikt", B "geschikt", C "minder geschikt" en D "niet geschikt" - gemotiveerd moet zijn, want dat vereiste vloeit al voort uit de wet van 29 juli 1991 'betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen'.

Het ontworpen artikel 7, § 2, vierde lid, tweede zin, van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 moet worden weggelaten.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 8, § 1, tweede lid, en § 2, eerste lid.

Artikel 7

1. De afdeling Wetgeving heeft vragen over de strekking van de woorden "Behoudens met redenen omklede uitzondering" in het ontworpen artikel 8, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001, temeer daar zo'n uitzondering de ontworpen bepaling, die voor de leden van de selectiecommissie (met uitzondering van de voorzitter) een verhoudingsgewijs gelijke genderverdeling vanaf 1 januari 2023 voorschrijft, zinloos dreigt te maken.

In het verslag aan de Koning staat het volgende te lezen:

"Wanneer blijkt dat het wegens de specificiteit van de vacante managementfunctie (en/of van het betrokken activiteitsdomein) niet mogelijk is om een selectiecommissie samen te stellen die de gelijke genderverdeling respecteert, kan de directeur-generaal van het Directoraatgeneraal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning een gemotiveerde beslissing nemen om daarvan af te wijken, en dus een selectiecommissie samenstellen op basis van een eenderde/tweederde verdeling (cf. situatie tot 31 december 2022).

De bovenstaande beslissing van afwijking wordt gevoegd bij het voorstel van samenstelling van de jury dat aan de minister van Ambtenarenzaken wordt bezorgd en maakt integraal deel uit van het dossier van de selectieprocedure."

De precisering luidens welke de selectiecommissie in geval van uitzondering wordt samengesteld op basis van een eenderde/tweederdeverdeling, moet in het dispositief worden opgenomen.

Artikel 7, eerste streepje, moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

2. Zoals de gemachtigde van de minister heeft beaamd, heeft het ontworpen artikel 8, § 2bis, van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 inhoudelijk meer betrekking op het selectieproces, bepaald in artikel 6 van het ontwerp (zie het ontworpen artikel 7, § 2, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit), dan op de samenstelling van de selectiecommissie.

Artikel 7, derde streepje, hoort veeleer thuis in artikel 6.

Article 9

L'article 9, premier tiret, complète l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 29 octobre 2001. Or, cet alinéa se compose d'une phrase introductory suivie d'une énumération. Il convient de revoir la disposition en manière telle que la règle en projet ne soit pas insérée à la fin d'une énumération.

Article 12

Les mots « que nécessaire » donnent erronément à penser que les mots « ou - 3 » ne devraient pas être systématiquement abrogés. Ils seront omis.

Article 16

De l'accord du délégué de la Ministre, le mot « Encadrement » sera omis car inutile pour faire référence au service fonctionnel Personnel et Organisation (2) (voir, l'article 2, § 4, alinéa 1^{er}, en projet, de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 (article 2, deuxième tiret, du projet)). L'article 16, deuxième tiret, sera revu en ce sens.

Par voie de conséquence la même omission sera opérée à l'article 4 de l'arrêté royal du 7 novembre 2000 (article 1^{er} du projet).

Article 19

Interrogé sur la notion de « mandat zéro », le délégué de la Ministre a expliqué que le mandat actuel ne compte pas quant au nombre de mandats qu'il est possible d'exercer. En d'autres termes, il pourrait à la suite de ce mandat « en cours » à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal examiné, y avoir non seulement une première désignation dans un mandat mais aussi un éventuel renouvellement de celui-ci.

La disposition sera revue de manière à exprimer plus clairement cette intention, par exemple en énonçant que

« Le mandat en cours à l'entrée en vigueur du présent arrêté royal n'est pas comptabilisé, en cas de nouvelle désignation dans la même fonction de management, pour l'application des règles relatives au renouvellement du mandat ».

Article 20

A l'alinéa 1^{er}, il serait plus précis de renvoyer à l'article 5, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 29 octobre 2001, et à l'alinéa 2, à l'article 5, § 2, du même arrêté royal.

Article 22

L'article 22 énonce :

« Le présent arrêté royal entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge* ».

Pareille règle d'entrée en vigueur présente l'inconvénient que, si l'arrêté en projet est publié à la fin du mois, ses destinataires ne disposeront pas du délai normal de dix jours pour en être informés, délai prévu en principe par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires', alors que cette disposition a pour objectif d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des règles nouvelles.

Il y a lieu d'omettre la disposition à l'examen, ce qui aurait pour effet de renvoyer au droit commun de l'entrée en vigueur, à moins qu'il existe une raison particulière d'y déroger.

Si la formule figurant au projet est adoptée, il y aura lieu de s'assurer d'une date de publication telle que chacun disposera d'un délai suffisant pour prendre connaissance du texte publié.

OBSERVATION FINALE

L'auteur du projet vérifiera ce qui suit :

– Le choix de grouper des articles et de diviser le texte en projet en chapitres en les numérotant en conséquence (3).

– L'indication dans les phrases introductorys de l'historique des dispositions modifiées (4) (voir les articles 1, 2, 3, 5, 8, 9, 11, 12, 13, 14, du projet).

– L'intitulé précis de l'arrêté royal modifié (article 1^{er} du projet) (5).

– La référence exacte de l'article modifié (voir les articles 2, premier tiret, 4, premier tiret, et 13, premier tiret, du projet) (6) ou des paragraphes sur lesquels la modification est apportée (7) ou de la disposition à laquelle il est renvoyé (8).

Artikel 9

Artikel 9, eerste streepje, strekt tot aanvulling van artikel 9, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001. Dat lid bestaat echter uit een inleidende zin, gevolgd door een opsomming. De bepaling dient te worden herzien zodat de ontworpen regel niet op het eind van een opsomming wordt ingevoegd.

Artikel 12

De woorden "dat nodig is" geven verkeerdelyk de indruk dat de woorden "of -3" niet altijd moeten worden opgeheven. Ze moeten worden weggeleggen.

Artikel 16

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het woord "stafdienst" moet worden weggeleggen aangezien het nutteloos is in de verwijzing naar de functionele dienst Personeel en Organisatie.(2) Artikel 16, tweede streepje, moet in die zin worden herzien.

Als gevolg daarvan is eenzelfde aanpassing noodzakelijk in artikel 4 van het koninklijk besluit van 7 november 2000 (artikel 1 van het ontwerp).

Artikel 19

Op een vraag over het begrip "mandaat nul" heeft de gemachtigde van de minister uitgelegd dat het huidige mandaat niet meetelt voor het aantal mandaten dat men kan uitoefenen. Met andere woorden: het zou mogelijk zijn dat er, na afloop van dat mandaat dat op de datum van de inwerkingtreding van het voorliggende koninklijk besluit "lopende" is, niet alleen een eerste aanwijzing in een mandaat volgt, maar ook nog eventueel een vernieuwing daarvan.

De bepaling moet worden herzien zodat die bedoeling duidelijker wordt weergegeven, bijvoorbeeld door de volgende formulering:

"Het mandaat dat bij de inwerkingtreding van dit koninklijk besluit lopende is, wordt in geval van een nieuwe aanstelling in dezelfde managementfunctie niet in aanmerking genomen voor de toepassing van de regels betreffende de vernieuwing van het mandaat".

Artikel 20

Het zou correcter zijn in het eerste lid te verwijzen naar artikel 5, § 1, van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001, en in het tweede lid naar artikel 5, § 2, van hetzelfde koninklijk besluit.

Artikel 22

Artikel 22 luidt als volgt:

"Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand die volgt op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*."

Een dergelijke regel van inwerkingtreding heeft het nadeel dat, indien het ontworpen besluit aan het einde van de maand wordt bekendgemaakt, de adressaten ervan niet over de normale termijn van tien dagen beschikken om er kennis van te nemen, een termijn die in principe wordt voorgeschreven bij artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 'betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen', terwijl die bepaling ertoe strekt iedereen een redelijke termijn te verschaffen om van de nieuwe regels kennis te nemen.

De voorliggende bepaling dient te worden weggeleggen, wat tot gevolg zou hebben dat de gemeenrechtelijke regeling voor de inwerkingtreding zou gelden, tenzij er een bijzondere reden is om daarvan af te wijken.

Als wordt gekozen voor de bewoordingen die in het ontwerp worden gebruikt, moet men zich ervan vergewissen dat de datum van bekendmaking iedereen voldoende tijd laat om kennis te nemen van de bekendgemaakte tekst.

SLOTOPMERKING

De steller van het ontwerp dient het volgende na te gaan:

– de keuze om de artikelen te groeperen en de ontworpen tekst onder te verdelen in hoofdstukken en die dienovereenkomstig te nummeren;(3)

– de opgave van de historiek van de gewijzigde bepalingen in de inleidende zinnen(4) (zie de artikelen 1, 2, 3, 5, 8, 9, 11, 12, 13 en 14 van het ontwerp);

– het precieze opschrift van het gewijzigde koninklijk besluit (artikel 1 van het ontwerp);(5)

– de exacte opgave van het gewijzigde artikel (zie de artikelen 2, eerste streepje, 4, eerste streepje, en 3, eerste streepje, van het ontwerp)(6) of van de paragrafen waarin de wijziging is aangebracht(7) of de bepaling waarnaar wordt verwezen;(8)

- L'orthographe du texte en projet (à titre d'exemple, la version française de l'article 6 du projet, (article 7, § 3, alinéa 1^{er}, en projet, de l'arrêté royal du 29 octobre 2001)).
- La bonne insertion des articles en projet (à titre d'exemples, les articles 4 (9), 8 (10), 9 (11), 12 (12) et 13 (13), du projet).
- L'uniformisation de la terminologie utilisée pour l'application des mesures transitoires (aux articles 17, 18 et 19, du projet, il y a lieu d'écrire « en cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté royal).
- de spelling van de ontworpen tekst (bijvoorbeeld de Franse tekst van artikel 6 van het ontwerp – ontworpen artikel 7, § 3, eerste lid, van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001);
- de juiste invoeging van de ontworpen artikelen (bijvoorbeeld de artikelen 4,(9) 8,(10) 9,(11) 12(12) en 13(13) van het ontwerp);
- de eenvormigheid van de gebruikte terminologie betreffende de toepassing van de overgangsbepalingen (in de artikelen 17, 18 en 19 van het ontwerp dient men te schrijven: "die lopende zijn op de datum van inwerkingtreding van dit koninklijk besluit").

Le Greffier,
A. C. Van Geersdaele

Le Président,
M. Baguet

Notes

(1) Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations nos 19, c), 29 et 30.

(2) Voir l'article 2, § 4, alinéa 1^{er}, en projet, de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 (article 2, deuxième tiret, du projet).

(3) Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 62, a). Les articles 1^{er}, 2, 16 et 17, du projet, sont à chaque fois précédés de l'intitulé des arrêtés modifiés par le projet (articles 1^{er}, 2 et 16) ou d'un titre annonçant les mesures transitoires et abrogatoires (article 17). De deux choses l'une, soit il faut omettre les intitulés/titre, soit il faut diviser le texte en projet en quatre chapitres.

(4) Ibid., recommandations nos 113 à 115.

(5) Les mots « (ou service public de programmation) » ne figurent pas dans l'intitulé de l'arrêté royal du 7 novembre 2000.

(6) La disposition modifiée ne comporte à chaque fois qu'un seul alinéa. Par conséquent la modification en projet sera rédigée en omettant les mots « , alinéa 1^{er} ».

(7) L'article 13, deuxième tiret, tend à modifier l'article 20, §§ 3 et 4, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 (et non les paragraphes 2 et 3).

(8) Le renvoi contenu dans l'article 8 du projet (article 8bis, alinéa 3, de l'arrêté royal du 29 octobre 2001, en projet) sera fait à l'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté du 29 octobre 2001.

(9) Afin d'assurer la bonne rédaction de l'article 5, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 29 octobre 2001, il y a lieu de prévoir son remplacement et non sa modification. La disposition en projet sera rédigée comme suit : « Pour participer aux sélections comparatives pour la fonction de président du comité de direction ou de président, les candidats ... (la suite comme au projet) ».

(10) L'article 8 du projet a pour objet d'insérer un nouvel article 8bis dans l'arrêté royal du 29 octobre 2001. Par conséquent, la phrase liminaire sera adaptée car il s'agit d'insérer ce nouvel article entre les articles 8 et 9 (et non entre les articles 7 et 8).

(11) Concernant l'article 9 du projet, il est renvoyé à la version de l'article 9 de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 telle que modifiée par l'arrêté royal du 15 juin 2004. La rédaction de la disposition en projet sera adaptée en conséquence en ce qui concerne les alinéas modifiés (article 9, deuxième et troisième tirets).

(12) Concernant l'article 12, premier tiret, du projet (article 19, § 2, en projet, de l'arrêté royal du 29 octobre 2001) la suppression des mots « ou -3 » a pour conséquence qu'il convient d'écrire « d'une fonction de management -1 ou -2 ». L'auteur du projet vérifiera également si cette formulation ne doit pas être privilégiée par rapport à celle utilisée à l'article 13, deuxième tiret, du projet, qui prévoit « -1 et -2 ».

(13) L'article 20, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 contient déjà un 5° inséré par l'article 6 de l'arrêté royal du 24 février 2017.

De Greffier,
A. C. Van Geersdaele

De Voorzitter,
M. Baguet

Nota's

(1) Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbevelingen 19, c), 29 en 30.

(2) Zie het ontworpen artikel 2, § 4, eerste lid, van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 (artikel 2, tweede streepje, van het ontwerp).

(3) Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 62, a). De artikelen 1, 2, 16 en 17 van het ontwerp worden telkens voorafgegaan door het opschrift van de besluiten die door het ontwerp worden gewijzigd (artikelen 1, 2 en 16) of door een titel die de overgangs- en opheffingsbepalingen aankondigt (artikel 17). Men moet een keuze maken: ofwel laat men die opschriften en titel weg, ofwel verdeelt men de ontworpen tekst onder in vier hoofdstukken.

(4) Ibid., aanbevelingen 113 tot 115.

(5) De woorden "(of programmatorische overheidsdienst)" komen niet voor in het opschrift van het koninklijk besluit van 7 november 2000.

(6) De gewijzigde bepaling telt telkens maar een enkel lid. Bij de formulering van de ontworpen wijziging moeten de woorden ", eerste lid" bijgevolg worden weggelaten.

(7) Artikel 13, tweede streepje, strekt tot wijziging van artikel 20, §§ 3 en 4, eerste lid, van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 (en niet tot wijziging van de paragrafen 2 en 3 van dat artikel 20).

(8) In artikel 8 van het ontwerp (ontworpen artikel 8bis, derde lid, van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001) moet worden verwezen naar artikel 9, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit van 29 oktober 2001.

(9) Met het oog op een deugdelijke redactie van artikel 5, § 1, van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001, dient die bepaling te worden vervangen in plaats van gewijzigd. De ontworpen bepaling moet als volgt worden geredigeerd: "Om deel te nemen aan de vergelijkende selecties voor de functie van voorzitter van het directiecomité of van voorzitter, moeten de kandidaten (voorts zoals in het ontwerp)".

(10) Bij artikel 8 van het ontwerp wordt een nieuw artikel 8bis ingevoegd in het koninklijk besluit van 29 oktober 2001. De inleidende zin moet bijgevolg worden aangepast aangezien dat nieuwe artikel tussen de artikelen 8 en 9 wordt ingevoegd (en niet tussen de artikelen 7 en 8).

(11) Wat artikel 9 van het ontwerp betreft, wordt verwezen naar de versie van artikel 9 van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juni 2004. De redactie van de ontworpen bepaling moet dienovereenkomstig worden aangepast wat betreft de gewijzigde leden (artikel 9, tweede en derde streepje).

(12) Wat betreft artikel 12, eerste streepje, van het ontwerp (ontworpen artikel 19, § 2, van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001), heeft de schrapping van de woorden "of -3" tot gevolg dat men dient te schrijven "van een managementfunctie -1 of -2". De steller van het ontwerp moet ook nagaan of die formulering niet de voorkeur verdient boven de formulering "-1 en -2" die in artikel 13, tweede streepje, van het ontwerp wordt gebruikt.

(13) Artikel 20, § 1, van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 bevat al een punt 5°, ingevoegd bij artikel 6 van het koninklijk besluit van 24 februari 2017.

20 DECEMBRE 2022. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 novembre 2000 portant création et composition des organes communs à chaque service public fédéral (ou service public de programmation), l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, l'arrêté royal du 29 octobre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation et l'arrêté royal du 2 octobre 2002 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution ;

Vu l'arrêté royal du 7 novembre 2000 portant création et composition des organes communs à chaque service public fédéral ;

Vu l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 ;

Vu l'arrêté royal du 29 octobre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation ;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 2002 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation ;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 24 mai 2022 ;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 22 juin 2022 ;

Vu le protocole n° 792 du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux du 7 juillet 2022 ;

Vu la dispense d'analyse d'impact sur la base de l'article 8, § 1^{er}, 4^o, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative ;

Vu l'avis n° 72.214/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 octobre 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Modification de l'arrêté royal du 7 novembre 2000 portant création et composition des organes communs à chaque service public fédéral

Article 1^{er}. Dans l'article 4, de l'arrêté royal du 7 novembre 2000 portant création et composition des organes communs à chaque service public fédéral, les mots « des directeurs fonctionnels des services d'encadrement » "Budget et Contrôle de la gestion", "Personnel et Organisation" et "Technologie de l'information et de la communication" du service public fédéral » sont remplacés par les mots « des responsables des services fonctionnels en charge du « Budget et Contrôle de la gestion », du " Personnel et Organisation " et de la " Technologie de l'information et de la communication du service public fédéral; »

Modification de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation

Art. 2. Dans l'article 2, de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation, modifié par l'arrêté royal du 8 juillet 2005, les modifications suivantes sont apportées :

- Au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « en quatre groupes » sont remplacés par les mots « en trois groupes » et les mots « 4^o la fonction de management -3 » sont abrogés ;

20 DECEMBER 2022. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 november 2000 houdende oprichting en samenstelling van de organen die gemeenschappelijk zijn aan iedere federale overhedsdienst (of programmatorische overhedsdienst), het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overhedsdiensten en de programmatorische federale overhedsdiensten en het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de stafffuncties in de federale overhedsdiensten en de programmatorische federale overhedsdiensten

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 november 2000 houdende oprichting en samenstelling van de organen die gemeenschappelijk zijn aan iedere federale overhedsdienst;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overhedsdiensten en de programmatorische federale overhedsdiensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de stafffuncties in de federale overhedsdiensten en de programmatorische federale overhedsdiensten;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 24 mei 2022;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 22 juni 2022;

Gelet op het protocol nr. 792 van het Comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overhedsdiensten van 7 juli 2022;

Gelet op de vrijstelling van de impactanalyse op basis van artikel 8, § 1, 4^o, van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op advies n° 72.214/4 van de Raad van State, gegeven op 17 oktober 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Wijziging van het koninklijk besluit van 7 november 2000 houdende oprichting en samenstelling van de organen die gemeenschappelijk zijn aan iedere federale overhedsdienst

Artikel 1. In artikel 4, van het koninklijk besluit van 7 november 2000 houdende oprichting en samenstelling van de organen die gemeenschappelijk zijn aan iedere federale overhedsdienst worden de woorden "de functionele directeurs van de stafdiensten" "Begroting en Beheerscontrole", "Personnel en Organisatie" en "Informatie- en Communicatietechnologie" van de federale overhedsdienst vervangen door de woorden "de hoofden van de functionele diensten belast met "Begroting en Beheerscontrole", "Personnel en Organisatie" en "Informatie- en Communicatietechnologie" van de federale overhedsdienst;"

Wijziging van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overhedsdiensten en de programmatorische federale overhedsdiensten

Art. 2. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overhedsdiensten en de programmatorische federale overhedsdiensten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 juli 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- In § 1, eerste lid, worden de woorden "in vier groepen" vervangen door de woorden "in drie groepen" en worden de woorden "4^o de managementfunctie -3" opgeheven;

- Sont insérés après le § 2, les § 3 et § 4 rédigés comme suit :
 « § 3.

Les fonctions de management au sein de tous les services publics fédéraux (et les services publics de programmation), s'exercent dans les services de gestion et dans les services fonctionnels.

§ . 4

Les fonctions de management dans les services fonctionnels sont les suivantes :

- a. Personnel et Organisation ;
- b. Budget et Contrôle de la Gestion ;
- c. Technologie de l'Information et de la Communication .

Les fonctions de management-1 concernent notamment les fonctions visées à l'alinéa 1^{er}.

Plusieurs fonctions de management visées à l'alinéa 1^{er}, au sein d'un même service public fédéral (ou service public de programmation) peuvent être combinées sur proposition du ministre concerné.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, des fonctions management supplémentaires peuvent être prévues par Nous dans l'organigramme, sur proposition du ministre concerné.

Les fonctions de management -1 visées au présent paragraphe rapportent directement au président du Comité de direction ou au président. Les fonctions de management -2 rapportent aux fonctions de management -1 dont ils dépendent et le cas échéant, au président du comité de direction ou au président. ».

Art. 3. A l'article 3 du même arrêté royal , sont insérés entre les mots « de gestion » et les mots « au sein d'un service public fédéral » les mots « et des fonctions dans les services fonctionnels ».

Art. 4. L'article 5, du même arrêté royal, remplacé par l'arrêté royal du 10 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées comme suit :

- Au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « et pour une fonction de management -1 » sont abrogés , les mots « d'au moins six ans » sont remplacés par « d'au moins huit ans » ainsi que les mots « ou avoir une expérience professionnelle utile d'au moins dix ans. » sont remplacés par les mots « ou avoir une expérience professionnelle d'au moins huit ans dont au moins trois ans d'expérience de management et au moins trois ans d'expérience spécifique. » ;

- Au § 1^{er}, sont insérés un deuxième, un troisième et un quatrième alinéa rédigés comme suit :

« Une année prise en compte au titre d'expérience de management ne peut être comptabilisée au titre d'une année d'expérience spécifique dès lors qu'elle vise l'exercice de la même fonction sur la même période.

Les années prestées dans les classes A3, A4 et A5 sont assimilées aux années d'expérience en management.

L'expérience spécifique vise une expérience dans les domaines techniques d'activités qui sont en lien avec la fonction de management à pourvoir. » ;

- Au § 2, les mots « pour une fonction de management -2 et -3 » sont remplacés par les mots « pour une fonction de management -1 et -2 » , les mots « être titulaires d'une fonction de niveau A depuis au moins six ans ou avoir une expérience professionnelle utile d'au moins dix ans. » sont remplacés par les mots « posséder une expérience en management d'au moins six ans ou avoir une expérience professionnelle d'au moins six ans dont au moins deux ans d'expérience de management et au moins deux ans d'expérience spécifique. Les notions d'expérience en management et d'expérience spécifique définies au § 1^{er} sont d'application. ».

Art. 5. Dans l'article 6, du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées :

- au § 1^{er}, sont insérés les mots « et remplissent les conditions d'expérience et de connaissances spécifiques » entre les mots « de gestion » et les mots « fixées dans la description de fonction » ;

- au § 2, le point 4^o est abrogé.

- Na § 2 worden § 3 en § 4 ingevoegd, luidende:
 “§ 3.

De managementfuncties in alle federale overhedsdiensten (en programmatiorische overhedsdiensten) worden uitgeoefend in de beheerdiensten en in de functionele diensten.

§ . 4

De managementfuncties in de functionele diensten zijn de volgende:

- a. Personeel en Organisatie;
- b. Begrotings- en Beheerscontrole;
- c. Informatie- en Communicatietechnologie.

De managementfuncties -1 hebben met name betrekking op de in het eerste lid bedoelde functies.

Verschillende in het eerste lid bedoelde managementfuncties binnen dezelfde federale overhedsdienst (of programmatiorische overhedsdienst) kunnen worden gecombineerd op voorstel van de betrokken minister.

Onverminderd het eerste lid kunnen Wij in aanvullende managementfuncties voorzien in het organigram, op voorstel van de betrokken minister.

De managementfuncties -1 bedoeld in deze paragraaf rapporteren rechtstreeks aan de voorzitter van het directiecomité of aan de voorzitter. De managementfuncties -2 bedoeld rapporteren aan de managementfuncties -1 waaronder ze vallen en in voorkomend geval aan de voorzitter van het directiecomité of aan de voorzitter.”.

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden “en functies in functionele diensten” ingevoegd tussen het woord “beheersfuncties” en de woorden “in een federale overhedsdienst”.

Art. 4. In artikel 5 van hetzelfde koninklijk besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 10 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- In § 1, eerste lid worden de woorden “en een managementfunctie -1” opgeheven en worden de woorden “van minstens zes jaar” vervangen door “van minstens acht jaar” en worden de woorden “of tien jaar nuttige beroepservaring te hebben.” vervangen door de woorden “of minstens acht jaar beroepservaring te hebben, waarvan minstens drie jaar managementervaring en minstens drie jaar specifieke ervaring.”;

- In § 1 worden een tweede, derde en vierde lid ingevoegd, luidende:

“Een jaar dat al als managementervaring wordt aangerekend kan niet worden meegeteld als een jaar specifieke ervaring, als het de uitoefening van dezelfde functie in dezelfde periode betrft.

De jaren gepresteerd in de klassen A3, A4 en A5 worden gelijkgesteld met de jaren managementervaring.

De specifieke ervaring heeft betrekking op een ervaring in de technische activiteitsdomeinen die verband houden met de vacante managementfunctie.”;

- In § 2 worden de woorden “voor een managementfunctie -2 en -3” vervangen door de woorden “voor een managementfunctie -1 en -2” en worden de woorden “minstens zes jaar titularis te zijn van een functie van niveau A of tien jaar nuttige beroepservaring te hebben.” vervangen door de woorden “een managementervaring van minstens zes jaar of een beroepservaring van minstens zes jaar te hebben, waarvan minstens twee jaar managementervaring en minstens twee jaar specifieke ervaring. De in § 1 bepaalde begrippen ‘managementervaring’ en ‘specifieke ervaring’ zijn van toepassing.”;

Art. 5. In artikel 6 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- in § 1 worden de woorden “en voldoen aan de voorwaarden inzake ervaring en specifieke kennis” ingevoegd tussen het woord “beschikken” en de woorden “die worden bepaald in de functiebeschrijving”;

- In § 2 wordt punt 4^o opgeheven.

Art. 6. L'article 7, du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 10 avril 2014, est remplacé comme suit :

« Art. 7.

§ 1^{er}.

Les candidatures sont introduites auprès du directeur général de la Direction générale Recrutement et Développement du service public fédéral Stratégie et Appui qui en examine l'admissibilité.

§ 2.

Les candidats déclarés admissibles présentent des tests informatisés qui mesurent les aptitudes et les compétences génériques à la fonction de management concernée. Ces tests, préalables à l'épreuve orale visée à l'alinéa 3, sont adaptés au niveau de la fonction à pourvoir. Trois niveaux sont définis:

1. le niveau comprenant les classes 7 et 6 de pondération ;
2. le niveau comprenant les classes 5 et 4 de pondération ;
3. le niveau comprenant les autres classes de pondération.

La commission de sélection entend, préalablement à l'audition des candidats déclarés admissibles, le représentant désigné du service recruteur sur les spécificités de la fonction de management à pourvoir. Ce dernier ne peut être impliqué personnellement dans la procédure de sélection concernée.

Les candidats déclarés admissibles présentent, devant la commission de sélection, une épreuve orale au départ d'un cas pratique ayant trait à la fonction de management à pourvoir. Cette épreuve a pour but d'évaluer tant les compétences spécifiques que les aptitudes managériales requises pour l'exercice de cette fonction.

La commission de sélection est tenue informée des résultats des tests informatisés visés à l'alinéa 1^{er} et prend en compte ces résultats dans l'appréciation des compétences qu'elle effectue au terme de l'épreuve orale pour chaque candidat déclaré admissible.

Au terme de l'épreuve orale visée à l'alinéa 3 et de la comparaison des titres et mérites des candidats, les candidats sont inscrits soit dans le groupe A " très apte ", soit dans le groupe B " apte ", soit dans le groupe C " moins apte ", soit dans le groupe D " pas apte ".

Dans le groupe A et le groupe B, les candidats sont classés.

§ 3.

Le directeur général de la Direction générale Recrutement et Développement du service public fédéral Stratégie et Appui définit la méthodologie des tests informatisés et de l'épreuve orale et en contrôle l'application.

S'il advient que le nombre de candidats déclarés admissibles en application du § 1^{er} dépasse vingt candidats, le directeur général de la direction générale Recrutement et Développement du service public fédéral Stratégie et Appui peut décider d'organiser un test éliminatoire, après avis du ministre compétent pour la fonction de président du comité de direction ou de président ou après avis du fonctionnaire dirigeant pour les autres fonctions de management. Ce test éliminatoire est préalable aux tests informatisés visés au § 2, alinéa 1^{er}. ».

Art. 7. Dans l'article 8, § 1^{er}, du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 21 décembre 2021, l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« La composition de la commission de sélection respecte, à l'exception du président, le ratio de répartition égale entre sexes à partir du 1^{er} janvier 2023. ».

Art. 8. Entre l'article 7 et l'article 8, du même arrêté royal, modifiés par l'arrêté royal du 10 avril 2014, est inséré un nouvel article 8bis rédigé comme suit :

“ Art. 8bis.

Lorsque le nombre de candidats inscrits dans le groupe A , et, le cas échéant dans le groupe A et B confondus, pour une fonction de management visée à l'article 7, § 2, alinéa 1^{er}, 1° est supérieur à cinq, un assessment center externe est organisé pour ces candidats. Le coût financier de l'assessment center est à charge du service public fédéral recruteur .

L'assessment center externe est indépendant du classement des candidats dans les groupes susmentionnés . Il n'est pas éliminatoire.

Le résultat de l'assessment center est communiqué à l'autorité compétente visée à l'article 9, alinéa 1^{er} .

Art. 6. Artikel 7 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 april 2014, wordt vervangen als volgt:

“ Art. 7 .

§ 1.

De kandidaturen worden ingediend bij de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning, die de toelaatbaarheid ervan onderzoekt.

§ . 2.

De kandidaten die toelaatbaar zijn verklaard, leggen computergestuurde tests af waarmee de generieke vaardigheden en competenties voor de betrokken managementfunctie worden gemeten. Die tests, die aan de in het derde lid bedoeld mondelinge proef voorafgaan, zijn aangepast aan de te begeven functie. Er worden drie niveaus gedefinieerd:

1. het niveau dat de wegingklassen 7 en 6 bevat;
2. het niveau dat de wegingklassen 5 en 4 bevat;
3. het niveau dat de andere wegingklassen bevat.

De selectiecommissie hoort, voordat ze de toelaatbaar verklaarde kandidaten hoort, de door de rekruterende dienst aangestelde vertegenwoordiger over de specifieke kenmerken van de te begeven managementfunctie. Die laatste mag niet persoonlijk betrokken zijn bij de betreffende selectieprocedure.

De kandidaten die toelaatbaar zijn verklaard, leggen voor de selectiecommissie een mondelinge proef af op basis van een praktijkgeval dat verband houdt met de te begeven managementfunctie. De proef heeft als doel zowel de specifieke competenties als de managementvaardigheden die vereist zijn voor de uitoefening van deze functie te evalueren.

De selectiecommissie wordt op de hoogte gehouden van de in het eerste lid bedoelde resultaten en houdt rekening met deze resultaten bij de beoordeling van de competenties die zij na afloop van de mondelinge proef verricht voor elke kandidaat die toelaatbaar werd verklaard.

Na de mondelinge proef bedoeld in het derde lid en na vergelijking van de titels en verdiensten van de kandidaten worden de kandidaten ingedeeld hetzij in groep A "zeer geschikt", hetzij in groep B "geschikt", hetzij in groep C "minder geschikt", hetzij in groep D "niet geschikt".

In groep A en groep B worden de kandidaten gerangschikt.

§ 3.

De directeur-generaal van het Directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning bepaalt de methodologie van de computergestuurde tests en van de mondelinge proef en controleert de toepassing ervan.

Indien het aantal kandidaten dat in toepassing van § 1, eerste lid toelaatbaar werd verklaard meer dan twintig bedraagt, kan de directeur-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning, na advies van de bevoegde minister voor de functie van voorzitter van het directiecomité of van voorzitter of na advies van de leidende ambtenaar voor de andere managementfuncties, besluiten een eliminerende test te organiseren. Die eliminerende test gaat vooraf aan de in § 2, eerste lid bedoelde computergestuurde tests.”.

Art. 7. In artikel 8, § 1 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 december 2021, wordt het tweede lid als volgt vervangen:

“Bij de samenstelling van de selectiecommissie wordt vanaf 1 januari 2023 de verhoudingsgewijs gelijke genderverdeling gerespecteerd, met uitzondering van de voorzitter.”.

Art. 8. Tussen artikel 7 en artikel 8 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 april 2014, wordt een nieuw artikel 8bis ingevoegd, dat als volgt luidt:

“Art. 8bis.

Wanneer het aantal kandidaten dat is ingedeeld in groep A en, in voorkomend geval, in de groepen A en B gezamen, voor een managementfunctie bedoeld in artikel 7, § 2, eerste lid, 1° meer dan vijf bedraagt, wordt voor deze kandidaten een extern assessment center georganiseerd. De financiële kost van het assessment center is ten laste van de aanwervende federale overheidsdienst.

Het externe assessment center staat los van de rangschikking van de kandidaten in de voornoemde groepen. Het is niet eliminerend.

Het resultaat van het assessment center wordt meegeleid aan de in artikel 9, eerste lid bedoelde bevoegde overheid.

Dans les conditions susmentionnées, un assessment center externe est organisé, à la demande du ministre ou du secrétaire d'Etat pour tout autre fonction de management. ».

Art. 9. Dans l'article 9, § 1^{er}, du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées :

- Entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3, est inséré un nouveau alinéa rédigé comme suit:

« L'entretien complémentaire prend, le cas échéant, en compte le résultat de l'assessment center visé à l'article 8bis. » ;

- A l'alinéa 3, les mots « 4° pour le recrutement du titulaire de la fonction de management -3, par les titulaires des fonctions de management -1 et -2 et le président du comité de direction » sont supprimés ;

- A l'alinéa 5, les mots « ou - 3 » sont supprimés.

Art. 10. Dans l'article 10, du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées :

- Au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « pour une période de six ans » sont remplacés par les mots « pour une période de six ans qui est renouvelable une fois » ;

- Au § 1^{er}, entre l'alinéa 1 et l'alinéa 2 est inséré un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Les candidats sont désignés dans un délai maximum de trois ans à partir de la date du résultat de la procédure visée à l'article 7. » ;

- Au § 2, les mots « pour six ans » sont remplacés par les mots « pour une période de six ans renouvelable une fois ».

Art. 11. Dans l'article 11bis, du même arrêté royal, inséré par l'arrêté royal du 21 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

- au § 3, alinéa 4, les mots « ou un titulaire d'une fonction d'encadrement » sont abrogés ;

- aux § 4, alinéa 1^{er}, 2^o et au § 7, alinéa 3 et alinéa 4, sont à chaque fois abrogés les mots « ou d'une fonction d'encadrement ».

Art. 12. Dans l'article 16ter, § 1^{er} du même arrêté royal, les mots « 4° par le titulaire de la fonction de management -2, dénommé premier évaluateur, et le titulaire de la fonction de management -1, dénommé deuxième évaluateur, pour ce qui concerne les titulaires d'une fonction de management -3. » sont abrogés.

Art. 13. Dans l'article 20, du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 10 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est insérée un point 6° rédigé comme suit

« 6° lorsque le service public fédéral ou le service public de programmation ou, le cas échéant, lorsque le service pour lequel le titulaire de la fonction de management est désigné cesse d'exister. » ;

- au § 2 et § 3, les mots « -1, -2 ou -3, » sont à chaque fois remplacés par les mots « -1 et -2, ».

Art. 14. Dans l'article 24, du même arrêté royal , les modifications suivantes sont apportées :

- au § 4, alinéa 2, 2^o, les mots « ou plusieurs » sont abrogés ;

- un nouvel alinéa 6 rédigé comme suit est introduit :

« L'ancien titulaire d'une fonction de management dont le mandat a pris fin de plein droit en application de l'article 20, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6° bénéficie également de l'indemnité de réintégration visée au présent article dès lors qu'il a obtenu une mention d'évaluation « répond aux attentes » lors des deux dernières évaluations. ».

Art. 15. A l'article 25, du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées comme suit :

- A l'alinéa 1^{er}, modifié par l'arrêté royal du 10 avril 2014 , les mots « et " excellent " après le deuxième mandat ou les suivants » sont abrogés ;

- A l'alinéa 5, modifié par l'arrêté royal du 15 juillet 2016, les mots « et la mention " excellent " pendant le deuxième mandat ou les suivants » sont abrogés.

Onder de vooroemde voorwaarden wordt een extern assessment center georganiseerd, op verzoek van de Minister of van de Staatssecretaris voor elke andere managementfunctie.”.

Art. 9. In artikel 9, § 1 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

Tussen het tweede en het derde lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidende:

“Het aanvullende gesprek houdt in voorkomend geval rekening met het resultaat van het in artikel 8bis bedoelde assessment center.”;

- In het derde lid worden de woorden “4° voor de werving van de houder van de managementfunctie -3, door de houders van de managementfuncties -1 en -2 en de voorzitter van het directiecomité” geschrapt;

- In het vijfde lid worden de woorden “of -3” geschrapt.

Art. 10. In artikel 10, van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- In § 1, eerste lid, worden de woorden “voor een periode van zes jaar aangesteld” vervangen door de woorden “aangesteld voor een periode van zes jaar, die één keer kan worden vernieuwd”;

- In § 1, tussen het eerste lid en het tweede lid, wordt een nieuw lid ingevoegd, luidende:

“De kandidaten worden aangesteld binnen een termijn van ten hoogste drie jaar, te rekenen vanaf de datum van het resultaat van de procedure , bedoeld in artikel 7.”;

- In § 2 van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden “voor zes jaar” vervangen door de woorden “voor een periode van zes jaar, die één keer kan worden vernieuwd”.

Art. 11. In artikel 11bis van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 21 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- In § 3, vierde lid worden de woorden “of een houder van een staffunctie” opgeheven;

- In § 4, eerste lid, 2^o en in § 7, derde en vierde lid worden de woorden “of staffunctie” telkens opgeheven ”.

Art. 12. In artikel 16ter, § 1 van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden “4° de houder van een managementfunctie -2, eerste evaluator genoemd, en de houder van een managementfunctie -1, tweede evaluator genoemd, wat de houders van een managementfunctie -3 betreft.” opgeheven.

Art. 13. In artikel 20 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- In § 1, eerste lid wordt een punt 6° toegevoegd, luidende:

“6° Wanneer de federale overheidsdienst of de programmatrice federale overheidsdienst of, in voorkomend geval, wanneer de dienst waarvoor de houder van een managementfunctie is aangesteld ophoudt te bestaan.”;

- In § 2 en § 3 worden de woorden “-1, -2 of -3” telkens vervangen door de woorden “-1 en -2”.

Art. 14. In artikel 24, van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht luidende :

- In § 4, tweede lid, 2^oworden de woorden “of meerdere” opgeheven;

- Er wordt een nieuw zesde lid ingevoegd, dat als volgt luidt:

“De vroegere houder van een managementfunctie van wie het mandaat van rechtswege is geëindigd in toepassing van artikel 20, § 1, eerste lid, 6° krijgt eveneens de in dit artikel bedoelde herintegratievergoeding mits hij bij de laatste twee evaluaties een evaluatievermelding “voldoet aan de verwachtingen” heeft gekregen.”.

Art. 15. In artikel 25 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- In het eerste lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 april 2014, worden de woorden “en « uitstekend » na het tweede of volgende mandaten” opgeheven;

- In het vijfde lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juli 2016, worden de woorden “en de vermelding “uitstekend” tijdens het tweede of de volgende mandaten ”opgeheven.

Modification de l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966

Art. 16. Dans l'article 11ter, alinéa 2, de l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les modifications suivantes sont apportées :

- Le point 3° est complété par les mots « d'un service de gestion » ;
- Le point 4° est remplacé par les mots suivants « 4° le titulaire d'une fonction de management - 1 responsable du service fonctionnel Personnel et Organisation ».

Mesures transitoires et abrogatoires

Art. 17. Les procédures de sélection pour une fonction à mandat, les mandats et les procédures de recours en cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté royal restent régies par les dispositions qui étaient en vigueur avant cette date.

Art. 18. Les fonctions d'encadrement en cours à l'entrée en vigueur sont assimilés à des fonctions de management pour l'application des dispositions réglementaires relatives au renouvellement du mandat.

Art. 19. Le mandat en cours à l'entrée en vigueur du présent arrêté royal n'est pas comptabilisé, en cas de nouvelle désignation dans la même fonction de management, pour l'application des règles relatives au renouvellement du mandat.

Art. 20. Pour la première désignation des présidents du Comité de direction (ou des présidents) visée à l'article 5,§ 1er et qui fait suite à l'entrée en vigueur du présent arrêté royal, les titulaires d'une fonction de président du comité de direction ou de président remplissent les conditions d'expérience en management ou d'expérience professionnelle requise en application de l'article 5 de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 tel que modifié par le présent arrêté royal.

Pour la première désignation pour une fonction de management -1 et -2 visée à l'article 5,§ 2 et qui fait suite à l'entrée en vigueur du présent arrêté royal, les titulaires d'une fonction de management ou d'une fonction d'encadrement remplissent les conditions d'expérience en management ou d'expérience professionnelle requise en application de l'article 5 de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 tel que modifié par le présent arrêté royal.

Art. 21. L'arrêté royal du 2 octobre 2002 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation est abrogé.

Art. 22. Nos Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 décembre 2022.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Fonction publique,
P. DE SUTTER

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2022/43419]

21 DECEMBRE 2022. — Arrêté royal portant approbation du deuxième contrat de gestion entre l'Etat fédéral et la société anonyme de droit public à finalité sociale, Enabel, Agence belge de Développement

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 23 novembre 2017 portant modification du nom de la Coopération technique belge et définition des missions et du fonctionnement de Enabel, Agence belge de Développement, l'article 32 ;

Vu l'approbation du conseil d'administration du 30 septembre 2022 ;

Wijziging van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966

Art. 16. In artikel 11ter, tweede lid van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- Punt 3° wordt aangevuld met de woorden "van een beheerdienst";
- Punt 4° wordt vervangen door de volgende woorden "4° de houder van een managementfunctie -1, die verantwoordelijk is voor de functionele dienst Personeel en Organisatie".

Overgangs- en opheffingsbepalingen

Art. 17. De selectieprocedures voor een mandaatfunctie, de lopende mandaten en de beroepsprocedures die lopende zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit blijven onderworpen aan de bepalingen die voor die datum van kracht waren.

Art. 18. De bij de inwerkingtreding lopende staffuncties worden gelijkgesteld met de managementfuncties voor de toepassing van de reglementaire bepalingen inzake de vernieuwing van het mandaat.

Art. 19. Het mandaat dat bij de inwerkingtreding van dit koninklijk besluit lopende is, wordt in geval van een nieuwe aanstelling in dezelfde managementfunctie niet in aanmerking genomen voor de toepassing van de regels met betrekking tot de vernieuwing van het mandaat.

Art. 20. Bij de eerste aanstelling van de voorzitters van het directiecomité (of van de voorzitters die bedoeld wordt in artikel 5, § 1 en die volgt op de inwerkingtreding van dit koninklijk besluit voldoen de houders van een functie van voorzitter van het directiecomité of van voorzitter aan de voorwaarden inzake managementervaring of beroepservaring vereist in toepassing van artikel 5 van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001, zoals gewijzigd bij dit koninklijk besluit.

Bij de eerste aanstelling voor een managementfunctie -1 en -2 die bedoeld wordt in artikel 5, § 2 en die volgt op de inwerkingtreding van dit koninklijk besluit voldoen de houders van een managementfunctie of van een staffunctie aan de voorwaarden inzake managementervaring of beroepservaring vereist in toepassing van artikel 5 van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001, zoals gewijzigd bij dit koninklijk besluit.

Art. 21. Het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de staffuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatrice federale overheidsdiensten wordt opgeheven.

Art. 22. Onze Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 december 2022.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,
P. DE SUTTER

FEDERALE OVERHEIDS DIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2022/43419]

21 DECEMBER 2022. — Koninklijk besluit houdende goedkeuring van het tweede beheerscontract tussen de Federale Staat en de naamloze vennootschap van publiek recht met sociaal oogmerk Enabel, Belgische Ontwikkelingsagentschap

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 23 november 2017 tot wijziging van de naam van de Belgische Technische Coöperatie et tot vaststelling van de opdrachten en de werking van Enabel, Belgisch Ontwikkelingsagentschap, artikel 32;

Gelet op de goedkeuring door de raad van bestuur van 30 september 2022;